

M

Le magazine du Monde

23 MARS 2013

Barbouzes et argent sale
**Gaston Flosse,
le retour d'un roi**

M

Au programme.



Les magazines de mode ne cessent de le répéter : l'accessoire est e-ssen-tiel ! Par là, il faut comprendre qu'une paire de chaussures originales, un joli sac ou une écharpe de couleur peuvent « emporter » une tenue. Et surtout que ces colifichets sont éminemment « démocratiques » au sens stylistique du terme : nul besoin d'avoir des mensurations de faon, d'être né(e) après les années 1990 ou de connaître sur le bout des doigts l'histoire des tendances pour bien porter des escarpins ou arborer élégamment une pochette. Et éprouver le délicieux frisson de la frivolité ou monter dans ce manège de la coquetterie dont ont parlé Jean-Jacques Rousseau et quelques gens de lettres... Même si les prix de la plupart de ces très séduisantes babioles ne sont pas toujours accessibles au plus grand nombre, le domaine de l'accessoire est devenu un marché de tout premier plan pour l'industrie de la mode. Le premier même. L'essentiel donc. C'est à eux, les souliers et les sacs de la saison, qu'est consacré cette semaine *M Le magazine du Monde*... En couverture, il y a d'ailleurs un accessoire tout à fait essentiel, symbolique en tout cas : le collier de fleurs traditionnel de Tahiti qu'arbore autour du cou Gaston Flosse, 81 ans, qui tentera de récupérer les 21 avril et 5 mai sa couronne de président de ce lointain territoire français. Ce collier-là est l'emblème du paradis : il dit la douceur de vivre et les caresses de l'hospitalité. Mais ses fleurs se sont fanées à force de mauvaises manières, de corruption et de chômage. C'est ce que racontent Gérard Davet et Fabrice Lhomme, les deux investigateurs du *Monde* qui sont allés à Tahiti suivre le retour électoral de sa majesté Gaston Flosse. Où l'on apprend qu'il faut se méfier des colliers de fleurs. Car l'accessoire, décidément, est essentiel. © Marie-Pierre Lannelongue

Ils ont participé à ce numéro.



FABRICE LHOMME et **GÉRARD DAVET**, grands reporters au *Monde*, sont spécialisés dans les enquêtes sensibles. Cette semaine, ils racontent l'incroyable come-back du sénateur UDI Gaston Flosse, 81 ans, donné favori pour retrouver son trône de président de la Polynésie française, le 21 avril (p. 51). Flosse, vieil ami de Chirac, est l'élu le plus condamné de France, et son retour crée l'embarras jusqu'à l'Élysée... Leur reportage à Tahiti est le prolongement de leur nouveau livre, consacré au cœur du règne (1991-2004) de Flosse: *L'homme qui voulut être roi* (éd. Stock). «*Nous avons essayé de comprendre pourquoi ce vieil homme à la santé de fer, cerné par de multiples affaires, notamment de corruption, a conservé en Polynésie une telle popularité.*»



VANESSA SCHNEIDER, journaliste à *M*, couvre la politique française depuis dix-huit ans (*Libération*, *Marianne*) et depuis 2011 au *Monde*. Elle signe cette semaine un article sur les duos en politique (p. 60). «*On ne parvient jamais seul au sommet du pouvoir. La politique, ce sont aussi des histoires de sentiments, de relations qui se nouent pour satisfaire une ambition commune. Comme les histoires d'amour, ces aventures humaines finissent parfois par de violentes ruptures.*»



Le journaliste **DANIEL PSENNY** s'est intéressé au Gran Teatro Cervantes de Tanger auquel *M* consacre cette semaine son portfolio (p. 66). «*Ce lieu, qui fête ses 100 ans, symbolise la culture cosmopolite de Tanger, explique-t-il. Il est incompréhensible que l'Etat espagnol, son propriétaire, laisse à l'abandon ce bijou architectural.*» Spécialiste des médias, Daniel Psenny travaille au *Monde* depuis 1997.



La photographe **NOÉMIE BABELT** a réalisé les photographies du Gran Teatro Cervantes de Tanger (p.66), une ville où elle assiste régulièrement l'artiste Yto Barrada. Née en 1987, elle suit d'abord des études de cinéma et d'arts plastiques avant de rejoindre l'université Paris-VIII où elle a obtenu un master en photographie. Elle est également diplômée de l'École nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy.



LAURE MENTZEL, journaliste indépendante, a enquêté sur les nouveaux adeptes de la cigarette électronique (p. 58). «*Je déjeunais avec deux amis et, à un moment, je n'ai plus rien compris de ce qu'ils disaient. Ils s'étaient mis quelques semaines plus tôt à la cigarette électronique et parlaient déjà une langue étrangère, celle des vapoteurs.*»



L'illustrateur **JULIEN PACAUD** a réalisé cette semaine les collages numériques surréalistes, à la fois rétro et néo-futuristes, qui accompagnent l'article de *M* sur la cigarette électronique (p. 58). Cet autodidacte s'est mis à l'illustration après avoir été astrophysicien, champion de snooker, hypnotiseur et professeur d'espéranto. En attendant de pouvoir se consacrer à sa passion première: voyager dans le temps.

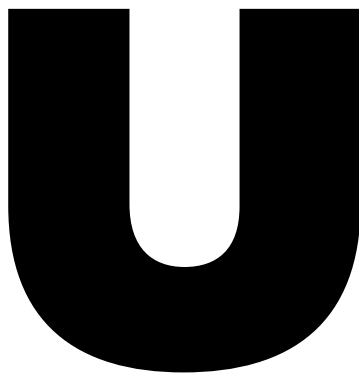
LM Le Magazine

*/ Portrait / Analyse /
Reportage / Enquête / Portfolio /*

Gaston Flosse **Le diable de retour au paradis.**

A 81 ans, le vieil ami de Chirac compte bien retrouver son trône polynésien. Malgré les affaires, la prison, le clientélisme, Gaston Flosse est le favori des prochaines élections territoriales. Et n'a pas fini de faire parler de lui.

Par Gérard Davet et Fabrice Lhomme



UN JOUR, DE RETOUR D'UN VOYAGE lointain, le président Gaston Flosse, cacique du RPR et quasi-roi de la Polynésie française, s'ennuie en classe affaires, dans un vol Air France. Une hôtesse a la mauvaise idée de laisser traîner un service de table aux couleurs de la compagnie aérienne, de fort belle facture. « *On le vole ?* », glisse-t-il à un collaborateur, un sourire presque enfantin aux lèvres. Effroi de la cour qui entoure l'élu. On l'en dissuade, bien sûr, par crainte du scandale. Mais les couverts aux armes d'Air France traînent encore, aujourd'hui, dans un placard de l'une de ses superbes demeures. A défaut de dérober l'argenterie, le président polynésien a négocié dur avec le commandant de bord, et il est reparti avec couteaux et fourchettes.

Leçon numéro un : ne jamais rien prêter à Gaston Flosse, il vous le prendra avec une candeur désarmante. Et ne rendra rien. Il a manqué de tout, petit, sur son île lointaine de Mangareva, puis à Papeete, au pensionnat catholique, avant de découvrir le grand monde, au fil d'une ascension politique fulgurante : instituteur, puis assureur, député, ministre, et enfin président de la Polynésie. Depuis, il est comme ça, il veut tout, tout de suite, c'est dans son tempérament, vous diront même ses amis.

Tout à la fois vorace, pingre, audacieux, jouisseur, rusé, cupide, malin, séducteur... Un bandit des grands chemins de la politique, l'Arsène Lupin des joutes électorales. Un type qui s'habille en Lanvin, se chausse en Manoukian, déjeune de poisson grillé depuis soixante ans, se lève aux aurores pour faire sa gymnastique puis potasser son futur budget. S'il vous aime bien, il vous préparera lui-même son fameux « killer », arme de séduction massive, un cocktail à base de rhum et de citron vert qui en a assommé plus d'un. Demandez donc à Christian Poncelet, l'ex-président du Sénat, en goguette à Tahiti, qu'il fallut porter à sa couche...

Les années ont passé. On le donnait pour mort, entre déconvenues électorales et déboires judiciaires. Et puis, il file tout de même sur ses 82 printemps... Pourtant, tel son animal fétiche, la tortue, ni le temps ni les coups ne semblent avoir de prise sur cet homme qui se pense immortel. Alors, le voici de retour, et ça va défouailler. La panse légèrement remplète, le teint un peu rougeaud, le sénateur UDI (Union des démocrates et indépendants) Flosse fait peur, à nouveau. Il hante les quartiers de Papeete, où il multiplie les réunions en petits comités, auxquelles seuls les initiés sont conviés par le bouche-à-oreille, évite les journalistes, claque la bise à qui passe et est le favori des élections territoriales des 21 avril et 5 mai, à la tête du parti « orange », le Tahoeraa Huiraatira.

On ne rencontre pas Gaston Flosse. On le révère, ou on passe son chemin. Il n'a pas voulu répondre aux questions du *Monde*. Tant d'années passées à mépriser les reporters, ou à les acheter, c'est pareil, on ne se refait pas. Son harem veille sur lui, les courtisanes se pressent encore à ses côtés, ses douze enfants officiels le couvent du regard. Il a survécu à la prison, aux condamnations, aux femmes, aux trahisons... C'est un miraculé de la politique. Quand son mentor, son vieil ami Jacques Chirac, a chaussé ses charentaises depuis bien longtemps, cerné par le grand âge (80 ans) et la maladie, Flosse, lui, repart sur les sentiers de la guerre, bien déterminé à

reconquérir les voix des 193 000 électeurs de la Polynésie française, cette collectivité d'outre-mer qu'il présida déjà à quatre reprises entre 1984 et 2008. Il a dirigé d'une poigne de fer ce gigantesque territoire, bout de France perdu à 18 000 kilomètres de Paris. Entre 1991 et 2004, cœur de son règne, il instaura, avec l'aval de Paris, un drôle de régime, autocratique et corrompu. Il fut aussi secrétaire d'Etat au Pacifique sud de 1986 à 1988, dans le gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac.

Nicolas Sarkozy, en expert des mises à mort politiques, pensait pourtant avoir « tué » la bête. En expédiant le procureur José Thorel à la tête du parquet de Papeete, en juin 2009, le président de la République de l'époque avait une seule idée en tête : faire tomber le sénateur Flosse. C'était méconnaître le personnage. Il est l'élu le plus condamné de France. A l'hiver 2009, il a même passé 43 jours en détention provisoire, à Tahiti pour corruption. José Thorel a sérieusement fait le métier, il faut bien l'avouer. « *Je suis payé pour leur rentrer dans le chou* », confiait-il quelques mois après sa nomination à Papeete. Résultat garanti.

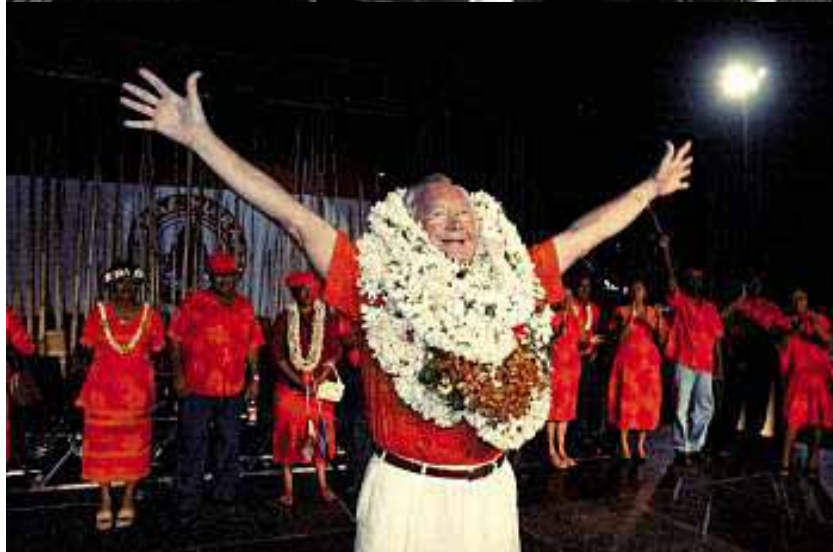
Le 15 janvier 2013, Flosse a été condamné par le tribunal correctionnel de Papeete à cinq ans de prison ferme pour trafic d'influence et corruption – jugement dont il a fait appel. Flosse a juste soudoyé un élu pour renverser le gouvernement et extorqué de l'argent à un entrepreneur pour, entre autres, payer ses multiples pensions alimentaires... Rebelote un mois plus tard : le 7 février 2013, le sénateur est condamné par la cour d'appel de Papeete à quatre ans de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité, pour avoir abusé des emplois fictifs à son cabinet présidentiel. Il s'est pourvu en cassation, gagnant encore un peu de temps ; la décision n'étant pas attendue avant plusieurs mois.

C'EST QUE RIEN NE DOIT L'EMPÊCHER DE RETROUVER SON JOUET, ce somptueux palais présidentiel qu'il a fait construire avec l'argent des contribuables. Aujourd'hui, c'est son vieux rival, l'indépendantiste Oscar Temaru, qui le nargue de sa présidence. Histoire de marquer sa différence, Temaru a fait, après son élection en 2008, déménager ses services dans des préfabriqués sans âme, rendant le palais présidentiel au peuple et aux festivals d'art. De retour au pouvoir, Flosse compte bien refaire ses cartons, et reprendre possession de son immense bureau. D'ailleurs, il a l'intention de tout faire comme avant, et c'est bien ce qui inquiète l'opposition et la presse locales, mais aussi l'Etat français. « *Gaston n'a pas changé*, assure son collègue, le sénateur apparenté PS Richard Tuheiaiva, soutien de Temaru. *Il a esquivé les coups mortels, grâce à ses appuis, francs-maçons et autres... Et tout indique qu'il va succomber aux mêmes tentations, retomber dans les mêmes dérives.* »

On ne parle pas là de peccadilles. Pendant treize ans, de 1991 à 2004, Flosse s'est comporté en monarque, succombant à la tentation autoritaire. Fort de l'appui de Jacques Chirac, il muselle et surveille la presse comme l'opposition, par tous les moyens. Il crée ainsi sa milice privée, le Groupement d'intervention de la Polynésie (GIP), des centaines de gros bras dont une vingtaine sont affectés à la surveillance rapprochée de cibles désignées par le président. Ses maîtresses sont filées jour et nuit, tout comme son gendre, le député UDI Edouard Fritch, numéro deux du Tahoeraa ; sans compter les journalistes trop fouineurs et, bien sûr, ses rivaux. Oscar Temaru ne peut plus faire un pas sans être scruté, plus prononcer une parole, même en privé, sans être enregistré. Grâce au soutien de son protecteur Jacques Chirac, Flosse fait muter les magistrats à sa guise, se débarrasse des juges trop

inquisiteurs. Toutes les méthodes sont bonnes. Des journalistes sont frappés – l'un d'eux, Jean-Pascal Couraud, surnommé « JPK », opposant notoire à Flosse, disparaît en 1997 dans de troubles circonstances, alors qu'il était suivi par les sbires de Flosse –, les entrepreneurs sont rackettés, Flosse gagne même le surnom de « Monsieur 10 % ». Demandez à celui que l'on surnomme « le milliardaire du Pacifique », le promoteur immobilier et armateur Bill Ravel, qui reçoit les notables dans sa propriété hollywoodienne, à flanc de montagne. « *Flosse tapait tout le monde. Un jour, je lui ai dit : "Arrête de demander 100 000 balles à tous ceux qui passent dans ton bureau." Il a souri...* »

Aujourd'hui, les deux hommes sont fâchés. Ravel a prêté de l'argent à Flosse, qui a « oublié » de le rendre. Alors l'homme d'affaires a fait saisir la maison de l' élu, sur l'île de Huahine. Bref, en ces temps anciens, on assiste à la mise en place d'une république bananière. L'Etat français laisse faire. On ne touche pas à Flosse, qui a permis à Chirac de relancer en 1995 une campagne d'essais nucléaires, malgré l'opposition de la population. En échange, l' élu y a gagné une manne financière annuelle. Qu'il utilise à son gré. Certes, il fait construire des routes, des pistes d'aviation. Mais il s'achète deux atolls aussi, des voitures superbes, un avion. Du foie gras et des huîtres commandées exprès de Paris, quand il reçoit ses jeunes amis dans une petite pièce près du bureau présidentiel. Un très bel hôtel particulier, aussi, rue du Ranelagh, dans les beaux quartiers parisiens. Et des dizaines de toiles, qui ornent ses demeures, à Tahiti, où il peut recevoir jusqu'à 8 000 invités, qui se rincent l'œil devant les poses lascives des vahinés. Jacques Chirac a beaucoup aimé. Bernadette un peu moins. Flosse se couronne roi, il crée son hymne, attribue



Chirac, l'ami de quarante ans, a toujours protégé Gaston Flosse (en haut, le couple Chirac accueilli à Papeete en 1978). Un appui de poids qui lui permet de régner en maître pendant treize ans sur la Polynésie française. En 2004, il obtient de son mentor le statut de « pays d'outre-mer » et la dissolution de l'Assemblée polynésienne (ci-dessus, lors de la campagne de février 2005).

Chirac, dans son bureau de l'Hôtel de Ville de Paris. Sans compter les soupçons de financement occulte...

ALORS, SARKOZY S'EST VENGÉ. A COUPÉ LES VIVRES DE LA POLYNÉSIE. Réveillé la justice. Et Flosse a connu les affres de la prison en 2009. Mais il en est ressorti gonflé à bloc. A 81 ans, Flosse s' imagine encore un avenir. Aux élections territoriales, il suffit d'obtenir 16 000 voix pour prétendre au second tour. Avec la prime majoritaire attribuée à la liste arrivée en tête, le gagnant est assuré de gouverner pour cinq ans. Une occasion à ne pas rater. Mais d'abord, il a fallu faire le voyage à Paris. S'assurer de la neutralité du pouvoir socialiste, officiellement allié à Temaru. Il a demandé à être reçu à l'Elysée. Le conseiller pour l'outre-mer de François Hollande, Marc Vizio, s'est méfié. (suite p. 56) •••

des décorations, pratique le clientélisme à outrance. Les condamnations tombent, il n'en a cure, il est protégé. Gaston Flosse, ou le dernier des nababs. Et puis Oscar Temaru est arrivé, en 2004. Il a su profiter des circonstances. Chirac a quitté le pouvoir, aussi, trois ans plus tard. Terminés les voyages à Paris, avec des caisses de langoustes pour l'Elysée. Place à Sarkozy, qui déteste Flosse. Il faut dire que ce dernier a osé se moquer du futur président de la République. Il aime raconter ce jour où Cécilia Sarkozy, en déplacement en Polynésie, n'a pas hésité à plonger avec les requins pointes noires, pas très méchants. Son mari, lui, est resté sur le rivage. Et puis, Sarkozy n'a jamais digéré les arbitrages budgétaires systématiquement rendus en faveur de la Polynésie, alors même qu'il était ministre du budget, entre 1993 et 1995. Flosse le contournaient, en rendant visite à



1

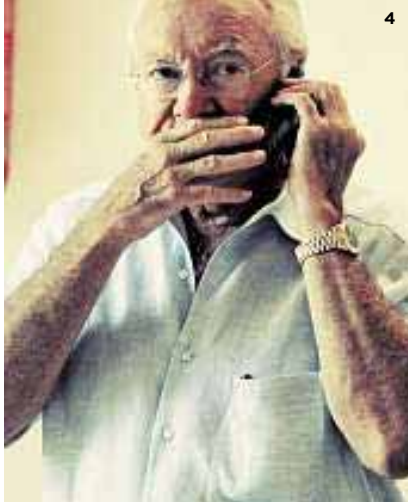


L'ascension de Flosse est fulgurante. Secrétaire d'Etat au Pacifique sud du gouvernement Chirac de 1986 à 1988 (3), il reprend la tête de la Polynésie de 1991 à 2004. Il y instaure un régime autoritaire et clientéliste qui use des pires méthodes : recours à une milice privée, mises sur écoute de ses opposants et même de son propre gendre, Edouard Fritch (5, à sa gauche). En 1997, l'ex-journaliste Jean-Pascal Couraud, dit « JPK » (1), disparaît alors qu'il était suivi par les sbires de Flosse.

3



2



4



5



6



7



8



10

Corruption et a gent
 a e ont au cœur du
 y thème Fo e. Anciennement p op létai e
 d'un omptueux h te
 pa ticu ie ue du
 Rane agh, à Pa i (O),
 i po ede notamment
 une vi a à Tahiti ui
 peut ecevoi ju u'à
 8000 invité (8, incendiee en 20 2). Avec
 e dépa t de Chi ac,
 Ga ton Fo e pe d
 on p otecteu (7, avec
 on ami, en '78; , en
 2007). A ivé à 'E y ée,
 Nico a Sa ozy ()
 entend fai e tombe
 e énéateu . En 20 ,
 Fo e e t condamné
 pou détou nement
 de fond pub ic (2).
 Deux ans plus tôt,
 il avait été placé en
 détention provisoire
 pendant 43 jours pour
 corruption. Soupçon-
 née de destruction de
 preuves, sa compagne
 Pascale Haiti (6) a
 été renvoyée devant
 le tribunal, mais relaxée
 le 15 janvier dernier.

9

Amelle Haxivieux/MaxPPP, Vincent Isore/PIZ, Jean-Baptiste Boissac/Roger-Viellet, Gregory Boissy/PIZ Press, MaxPPPx2, Gregory Boissy, Henri Bureau/Sygnal/Corbis, Eric Bonami/AFP, Gregory Boissy, Pierre Verdier/AFP, Thomas Samson/Gamma



11

••• (suite de la page 53) Flosse à l'Élysée, cela ferait quand même désordre. Le 17 octobre 2012, Vizio se déplace donc à l'hôtel parisien Victoria Palace où Flosse a établi ses quartiers. Le sénateur se fait séducteur, doucereux. Une seule chose l'intéresse : avoir la certitude que la justice ne sera pas instrumentalisée. Qu'il ne sera pas visé. Il ressort rassuré de l'entretien. La garde des sceaux Christiane Taubira, que Marc Vizio connaît bien, se montre claire à propos de Flosse : « Rien contre lui, rien pour lui. » Premier obstacle écarté. L'Élysée ne l'avouera jamais, mais la Polynésie française lui pose un énorme souci. Les lieux sont paradisiaques, mais surtout stratégiques. C'est une zone maritime de 5 millions de kilomètres carrés, la porte d'entrée vers l'Antarctique et ses immenses réserves naturelles. La Chine devient omniprésente, les États-Unis s'en inquiètent. Avec l'autonomiste Flosse au pouvoir, il serait certes plus facile de parler qu'avec l'indépendantiste Temaru. « Il n'y a pas de peine définitive prononcée à son propos », se borne à commenter dans son bureau surclimatisé, un tantinet gêné, le haut-commissaire Jean-Pierre Laflaquière, qui représente l'État en Polynésie. Preuve de l'embarras de Paris ? En tout cas, le ministre des outre-mer Victorin Lurel, après dix jours de vaines relances, n'a jamais rappelé *Le Monde*.

CAR SI FLOSSE PEUT APPARAÎTRE COMME LE MEILLEUR REMPART contre l'indépendance, il reste infréquentable. Il risque à tout moment d'être déclaré inéligible. Voire de retourner en prison. « Gaston joue son va-tout », explique Teva Rohfritsch, le troisième homme, qui espère le soutien du pouvoir socialiste, sommé de choisir entre Flosse et Temaru, soit entre la peste et le choléra. « Flosse est capable de tout, assure cet autonomiste de 38 ans. J'ai eu l'opportunité de louer un avion pour aller faire campagne aux Tuamotu. J'ai renoncé, j'ai eu peur... » En mai 2002, l'opposant Boris Léontieff est décédé dans un accident d'avion resté inexplicable, en pleine campagne électorale. « S'il reprend le pouvoir, cela va être pire qu'avant, prédit Rohfritsch. La prison, il s'en fiche. D'ailleurs, il m'a dit : "Les affaires, je m'en fous, tu crois qu'on va oser mettre en prison le président de la Polynésie française ?" Il a encore des soutiens à Paris. Comme Dominique de Villepin, qui démarche pour lui la Chine et le Venezuela afin d'obtenir de l'argent pour le territoire en cas de victoire. En tout cas, si je suis au second tour, par exemple dans le cas d'une triangulaire, et que j'ai la possibilité de négocier, je ne le laisserai jamais redevenir président. »

L'Élysée se serait bien passé de cette situation impossible. Car, avec le retour de Flosse, Temaru s'est senti pousser des ailes. Tout avait bien commencé pourtant, le 27 juin 2012. Reçu à l'Élysée par le secrétaire général adjoint, l'actuel président de la Polynésie française voit la porte du bureau s'ouvrir et François Hollande entrer dans la pièce, tout sourire. Temaru dégage son collier de fleurs traditionnel, le passe au cou du président, et prend la pose pour la photo. Vite fait, bien fait, François Hollande n'a pas le temps de protester. Voilà Temaru adoubé. Il obtient même des rallonges financières. « On lui a versé 50 millions d'euros en 2012 au titre d'une dotation exceptionnelle, explique le député socialiste René Dosière, grand connaisseur des affaires polynésiennes. Il ne fallait pas donner de coup de pouce à Flosse en laissant survenir des problèmes de trésorerie dans l'administration polynésienne. » Car Temaru est un piètre gestionnaire. L'économie est aux abois. « Il faudra une demi-douzaine d'années et un plan de redressement » pour retrouver des

marges financières, estime le préfet Laflaquière. Un prêt de 50 autres millions d'euros est aussi accordé par l'Agence française de développement. Temaru pousse son avantage et prend une initiative jugée « inamicale » par Paris. Le mois dernier, il a demandé à l'ONU la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays non autonomes à décoloniser. En clair, il réclame l'indépendance, et traite la France de pays colonisateur. Ça ne passe pas, à Paris. Même si, comme le concède le préfet Laflaquière, la démarche « est juridiquement fondée ». Temaru s'appuie sur les îles Salomon pour déposer sa demande, et charge le sénateur Richard Tuheiaiva du travail de lobbying à l'ONU. Voilà donc un parlementaire français ferraillant contre les intérêts de l'État, à New York. Curieux. D'autant plus que les indépendantistes mènent des discussions avec la Syrie et l'Iran, réclament leur soutien, deux pays avec lesquels la France a coupé les ponts. « Nous gênons, admet le sénateur Tuheiaiva. La France pourrait parler avec les dictateurs africains, et nous, on ne pourrait pas discuter avec l'Iran ? On n'a pas été voir la Corée du Nord, quand même... » L'homme assure avoir été suivi à New York par des agents de la DGSE, et prend désormais des précautions d'officier traitant en pays ennemi.

Paris, il est vrai, n'entend pas laisser faire. Elle pourrait éventuellement accepter une évolution vers l'autodétermination. Mais son représentant à l'ONU, l'ambassadeur Gérard Araud, multiplie les manœuvres dilatoires, effectue un intense travail de persuasion pour repousser sine die le vote crucial. En espérant que ce scrutin, s'il doit avoir lieu, se déroule après les élections du 21 avril en Polynésie. Et voilà comment l'Élysée en vient presque à souhaiter la victoire du délinquant récidiviste Flosse, fondateur du RPR aux côtés de Chirac en 1976. Incroyable ! D'autant que le calcul peut se révéler mauvais. En effet, selon Richard Tuheiaiva, Flosse est lui aussi très tenté de prolonger l'initiative de Temaru. « Il voudra récupérer notre travail, s'insurge par avance le sénateur. Flosse veut flinguer Hollande et la France, il en veut à tout le monde et va réclamer un statut de pays associé. » Aux dernières nouvelles, le vote à l'ONU pourrait bien avoir lieu fin mars. En Polynésie, le sujet laisse froid. L'indépendance n'est pas une priorité. A Papeete, les élections à venir ne semblent pas obnubiler une population préoccupée par le manque de travail et les conditions sanitaires déplorables. Le sentiment du « tous pourris » prédomine. Pas forcément à tort, d'ailleurs. Le gouvernement Temaru est lui aussi miné par la corruption. Jusqu'à l'homme d'affaires Bill Ravel, assurant au *Monde* qu'il a financé « en espèces la campagne de Temaru, en 2008 ». Les juges enquêtent, ce dernier proteste de sa bonne foi. Contacté, son chargé de communication évoque un « financement légal ».

MAIS LE CLIMAT EST PESANT. Flosse joue sur les sentiments religieux de la population, dit aux Polynésiens ce qu'ils veulent bien entendre. Dans cette culture orale, son charisme fait merveille. Toujours une petite blague pour démarrer un meeting, une allusion grivoise. Il parle le tahitien mieux que le français, connaît tous les aînés, les enfants, les enfants des enfants. Il pourrait presque encore lancer la gutturale danse du cochon, cette chanson de geste très virile, d'origine marquisienne, qui faisait les délices, à Paris, de ses amis parlementaires. « Temaru, c'est de l'amateurisme, estime le député socialiste René Dosière. Tandis que, si Flosse est élu, les gens vont penser qu'il est plus fort que la justice. » D'autant que la Polynésie reste une terre de droite. En 2012, Nicolas



Sarkozy a obtenu 54 % des votes dans l'archipel. Tout concourt au retour du roi. « *Nous n'avons pas un bon bilan* », admet le sénateur indépendantiste Tuheiaiva. « *Flosse est le seul à pouvoir mener le Tahoeraa à la victoire* », constate de son côté le chercheur en sciences politiques Sémir Al Wardi. *Les rapports affectifs comptent ici, les "affaires" n'ont aucun impact. En plus, il va introduire des jeunes dans sa liste, il casse l'image du vieux. C'est une bête politique...* »

Ses adversaires s'accrochent à un espoir. « *Si Flosse retourne en prison, son parti va exploser* », prévoit Rohfritsch. Une rébellion interne au sein du Tahoeraa ferait bien leurs affaires. « *On espérait tous qu'il passerait la main* », relève même, un peu désabusé, René Temeharo, un conseiller du parti. Inutile de rêver : Flosse l'a dit, il mourra en scène. Sa maison a brûlé fin 2012, un incendie inexplicable, il s'est fait opérer récemment, ses condamnations lui valent des tracas pour obtenir un visa et venir en France. Mais il fait front. « *Il aura ses limites, comme tous, veut croire son gendre, Edouard Fritch. Mais il est toujours l'homme fort. Celui qui a installé l'autonomie, même si je comprends qu'à l'extérieur il puisse susciter de l'inquiétude. Il s'est créé des ennemis, mais même Mitterrand le respectait beaucoup.* »

C'est une habitude ici, le député Fritch vient lui aussi d'être mis en examen pour détournement de fonds. Il en sourit. Pourquoi s'inquiéter, dans une île où un ancien député, Emile Vernaudeau, dit « le shérif », a pu être réélu maire de ville Mahina, en 2008, alors qu'il était placé en détention provisoire depuis deux mois dans le cadre d'une procédure financière ? Et si Flosse était déclaré inéligible ? « *Il m'a désigné comme son successeur* », assure Fritch, aujourd'hui numéro deux du Tahoeraa. Le député



Lors des sénatoriales de 2008, Gaston Flosse est lâché par l'UMP. Il opère alors un rapprochement inattendu avec le parti indépendantiste d'Oscar Temaru (en haut). L'alliance sera de courte durée. Le « vieux lion » compte bien lui ravir son siège lors des prochaines élections territoriales.

a même confié à Teva Rohfritsch : « *J'ai attendu trente ans, je peux bien patienter encore six mois.* » Pour le gendre de Flosse, donc, « *il n'y aura pas de guerre des chefs. Et la réinscription à l'ONU voulue par Temaru, elle finira à la poubelle...* ».

Le décor est posé. Paris observe, inquiet, espérant sans trop y croire que les « affaires » auront un poids électoral. *Le Monde* a révélé, le 14 mars, que les anciens nervis de Flosse étaient ouvertement accusés d'être à l'origine de la disparition de l'ex-journaliste Jean-Pascal Couraud. Des mises en examen pour « assassinat » sont réclamées aux juges d'instruction. Des informations qui ont tendu un peu plus l'ambiance, à Paapeete. Flosse s'est terré, puis a vociféré. A-t-il vraiment changé, comme il se plaît à le clamer dans les meetings ?

Beaucoup en doutent. Comme ce journaliste de TNTV, chaîne de télévision publique créée par Flosse, quand il présidait la Polynésie. Coupable d'avoir relayé les informations du *Monde*, ce reporter a eu droit à une

engueulade saignante de la part de son patron, très proche de Flosse. Il lui a cité en exemple la chaîne concurrente, Polynésie 1^{ère}, ex-RFO, quasi muette sur l'affaire. Quelques minutes plus tard, en pleine conférence de rédaction, le portable du journaliste a sonné. Au bout du fil, un Flosse ulcéré. « *C'est pas après avoir semé la merde qu'on propose un droit de réponse* », hurle-t-il, alors que le reporter lui avait pourtant demandé la veille une réaction avant de lancer son sujet. Menaçant, le sénateur clôt la conversation en évoquant son éventuelle réélection : « *On en reparlera plus tard, on verra ça à partir du 5 mai.* » ☹

Gérard Davet et Fabrice Lhomme viennent de publier *L'homme qui voulait être roi* aux éditions Stock, 204 p., 18 €.